

POUR NOS LIBERTÉS

CONTRE L'ÉTAT D'URGENCE !

En profitant de l'inquiétude et de l'émotion provoquées par les attentats, le gouvernement a restreint les libertés et imposé l'état d'urgence depuis 2 mois : présence policière et militaire partout, interdiction des manifestations et rassemblements, 3000 perquisitions administratives, 400 assignations à résidence... Valls et Hollande, disent que c'est pour lutter contre le terrorisme.

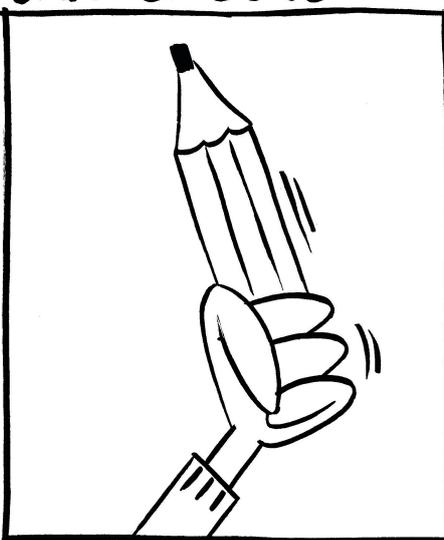
Pourquoi alors assigner à résidence des militants écologistes ? Pourquoi terroriser des familles avec des perquisitions violentes ? Pourquoi interdire des manifestations contre les licenciements ou pour le climat ?

NON À L'ÉTAT POLICIER

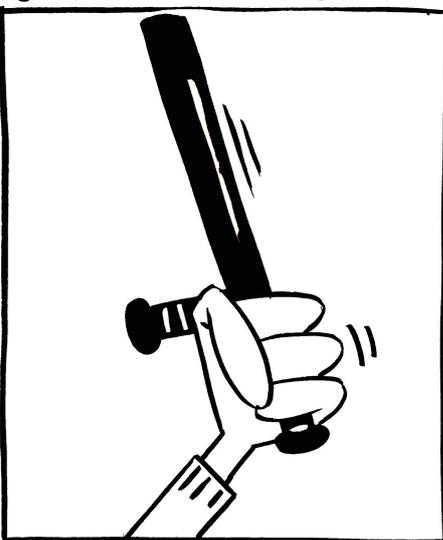
L'état d'urgence décidé pour 3 mois devrait s'arrêter le 26 février. Le gouvernement veut continuer ce qui était présenté comme exceptionnel. Pour cela il veut changer la Constitution afin que l'état d'urgence soit plus facilement utilisé en cas «de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public, soit en cas d'événements présentant, par leur nature et leur gravité, le caractère de calamité publique». Cette définition très vague et large va bien au-delà du seul terrorisme.

Il prévoit aussi une réforme pé-

UN AN DÉJÀ
JANVIER 2015



JANVIER 2016



CHARMAG

nale qui permettrait d'augmenter considérablement les pouvoirs donnés à la police : perquisitions de nuit y compris des logements, fouille des bagages et voitures, contrôle d'identité sur la décision des seuls préfets, extension des possibilités pour les policiers et gendarmes de faire usage de leur arme... Nous sommes toutes et tous concernés. Ce n'est plus l'action, le délit, qui sont sanctionnés, mais le comporte-

ment, c'est l'arbitraire ! Plus de pouvoir à la police, c'est moins de justice et moins de droits pour toutes et tous. Et surtout pour celles et ceux qui se battent pour résister au gouvernement et au patronat.

NON À LA DÉCHÉANCE DE NATIONALITÉ

La seconde modification de la Constitution concerne la déchéance de la nationalité. Cette mesure jusqu'alors portée par la

MANIFESTATION

Samedi 30 janvier - 10h30 Place de la Victoire à Perpignan
A l'appel de l'Observatoire pour le respect et la défense des libertés

droite et de l'extrême-droite, est reprise par Hollande et Valls. Elle ne sert à rien contre des terroristes qui n'en ont rien à faire. Mais elle créerait deux catégories de citoyens, ceux qui le seraient vraiment et ceux qui ne le seraient pas complètement parce que leurs parents ou grands-parents n'étaient pas français. Alors que notre société est déjà minée par le racisme, le gouvernement associe volontairement terrorisme et immigra-

tion. Il encourage ainsi les discriminations et les violences contre les migrantEs et toutes celles et ceux qui sont désignéEs comme étrangerEs.

TOUTES ET TOUS MOBILISÉES, TOUTES ET TOUS DANS LA RUE !

Entre début février et début avril, le gouvernement veut faire adopter ces deux textes. Nous avons quelques semaines pour l'en empêcher par la mobilisation la plus large, la plus uni-

taire, la plus massive possible. Une première journée nationale de manifestation aura lieu le 30 janvier. Toutes les forces doivent être mobilisées pour sa réussite.

Pour gagner il est indispensable que la campagne se poursuive, s'ancre dans les quartiers, dans les entreprises, dans la jeunesse contre la déchéance de nationalité, l'état d'urgence et les mesures d'exception.

NOUS SOMMES TOUS DES GOODYEAR !

Une condamnation à 24 mois de prison, dont 9 mois fermes ! Voilà ce dont viennent d'écoper les 8 anciens salariés de l'usine Goodyear d'Amiens, fermée en janvier 2014 en laissant 1450 ouvriers. La direction de l'entreprise et les cadres avaient retiré leur plainte. C'est donc le parquet, à la demande du gouvernement, qui a tout de même poursuivi les salariés ! Ce gouvernement se prétend de gauche, et il poursuit des travailleurs en lutte pour sauver leur emploi comme des criminels.

Rassemblons nous, en soutien, ce mardi 26 janvier 2016 à 12h devant la Prefecture.

AÉROPORT DE NOTRE-DAME-DES-LANDES : C'est toujours NON !

Samedi 9 janvier, partout en France des actions ont eu lieu contre le projet gouvernemental d'aéroport proche de Nantes. Dans cette ville, ils étaient 20000 manifestants à bloquer le périphérique. La mobilisation visait à soutenir les occupants et agriculteurs de la ZAD qui s'opposent à ce projet, assignés en «référé d'expulsion» et menacés d'une astreinte de 200 à 1000 euros par jour, avec saisie du cheptel et mise sous séquestre des biens.

Pour le plus grand profit de la multinationale VINCI, le gouvernement Hollande-Valls soutient un projet inutile, dévoreur de fonds publics,

destructeur de l'environnement et climaticide. Et il n'hésite pas à recourir à la répression brutale, là aussi – comme à Air France ou à Goodyear -, pour briser toute résistance à sa politique antisociale, antiécologique et antidémocratique. Avec l'état d'urgence, il comptait bien empêcher toute manifestation et étouffer toute contestation. En vain. Non seulement les mobilisations contre l'aéroport ont eu lieu mais elles ont été massives. C'est un encouragement pour tous nos combats, sur tous les autres terrains où sévit la politique de ce gouvernement au service du Medef et de la finance capitaliste.



Le Kafé anti-K | L'ÉTAT D'URGENCE

CAFÉ-DÉBAT - Samedi 6 février à 10h

"La Brèche" 27, rue Arago - Perpignan

Discussion autour de l'état d'urgence, hier et aujourd'hui.

Quelles réponses collectives ?